

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1886

[C - 99/35691]

**1er AVRIL 1999. — Décret portant approbation
de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Région wallonne
en matière d'intégration des personnes handicapées (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'accord de coopération en matière d'intégration des personnes handicapées, conclu à Bruxelles le 20 octobre 1998 entre la Communauté flamande et la Région wallonne est approuvé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil 489 (1998-1999) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 24 mars 1999.

Discussion. Vote.

—————
Accord de coopération entre la Communauté flamande
et la Région wallonne en matière d'intégration des personnes handicapées

Vu les articles 128, § 1^{er}, et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 5, § 1, II, 4^o et 92bis, § 1^{er}, complétée par la loi du 8 août 1988 et modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Considérant que la politique des personnes handicapées est définie par la Communauté flamande et la Région wallonne qui, en vertu de leurs compétences, fixent les règles d'octroi de leurs interventions;

Considérant la volonté de la Communauté flamande et de la Région wallonne de permettre, dans des cas individuels motivés, aux personnes handicapées relevant de l'autre Communauté ou Région d'avoir accès aux services agréés et subventionnés qui relèvent de leur compétence;

Considérant qu'il convient de régler les conditions de cet accès et des prises en charge et remboursements qui en découlent;

La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre de la Culture, de la Famille et du Bien-être;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé, ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions liminaires*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord, on entend par :

1^o parties : la Communauté flamande et la Région wallonne;

2^o organes compétents : le Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées et l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3^o réglementation :

a) pour la Communauté flamande : le décret du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées et les arrêtés d'exécution;

b) pour la Région wallonne : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et les arrêtés d'exécution;

4° service : toute personne physique ou morale agréée et subventionnée pour fournir des prestations visant à l'intégration de la personne handicapée;

5° service approprié : service disposant d'une agrégation spécifique, attribuée conformément à la réglementation d'une partie;

6° aide individuelle : toute aide matérielle ou pécuniaire prévue par la réglementation en matière d'assistance individuelle, matérielle.

CHAPITRE II. — Accès aux services agréés et subventionnés - Prise en charge. — Remboursement

Art. 2. Chaque partie s'engage, sous les conditions et dans les limites définies par le présent accord, à autoriser l'accès des personnes handicapées relevant de l'autre partie aux services qu'elle agréé et subventionne.

Art. 3. La demande d'accès est adressée par la personne handicapée à l'organe compétent de l'autre partie. Il peut être acquiescé à cette demande si elle satisfait aux conditions suivantes :

1° être fondée au regard de la réglementation de l'autre partie;

2° justifier d'un des motifs suivants :

a) le fait que, compte tenu de son domicile, de sa personnalité ou de son handicap, il s'impose que la personne handicapée ait accès à un service situé sur le territoire de l'autre partie;

b) l'inexistence d'un service approprié adapté au handicap de la personne sur le territoire de la partie dont elle relève et l'existence d'un tel service sur le territoire de la partie à laquelle elle s'adresse.

L'organe compétent de l'autre partie statue sur la demande en tenant compte des conditions susmentionnées.

Art. 4. Avant de statuer sur la demande, l'organe compétent de l'autre partie en adresse une copie à l'organe compétent de la partie dont relève la personne handicapée; ce dernier est tenu de lui communiquer le cas échéant :

1° la copie du dossier qu'il a constitué au nom de la personne handicapée;

2° la copie des décisions motivées d'octroi ou de refus d'intervention qu'il a prises à l'égard de la personne handicapée.

Lorsque l'organe compétent de l'autre partie projette de prendre une décision favorable vis à vis d'une demande basée sur les conditions reprises à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2° b), il est tenu avant de statuer d'en informer l'organe compétent de la partie dont relève la personne handicapée; celui-ci est tenu de faire savoir dans un délai d'un mois s'il marque ou non son accord sur ce projet.

L'organe compétent de l'autre partie transmet à l'organe compétent de la partie dont relève la personne handicapée, la copie de sa décision relative à l'accès aux services qu'elle agréé et subventionne.

Art. 5. En autorisant l'accès à un de ses services agréés et subventionnés, l'organe compétent de l'autre partie prend en charge le paiement des interventions prévues par sa réglementation.

Lorsque cette prise en charge est justifiée en vertu des conditions reprises à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2° a), elle ne fait pas l'objet d'un remboursement par l'organe compétent de la partie dont relève la personne handicapée.

Lorsque l'autorisation d'accès et la décision de prise en charge de l'organe compétent de l'autre partie sont fondées sur les conditions prévues à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2° b), les interventions font l'objet d'un remboursement de l'organe compétent de la partie dont relève la personne handicapée, à condition que ce dernier ait marqué son accord conformément à l'article 4, alinéa 2. En cas d'accord, il s'engage à rembourser le montant des interventions dont il prend en charge le paiement du fait de cet accord. Les remboursements font l'objet de décomptes annuels. Au cas où cet accord n'est pas intervenu nonobstant l'autorisation d'accès de l'autre partie, les interventions sont prises en charge par l'organe compétent de l'autre partie.

Art. 6. Chaque partie reste exclusivement compétente pour l'octroi des prestations d'aide individuelle qu'elle octroie directement aux personnes handicapées.

CHAPITRE III. — Coopération

Art. 7. Chaque partie peut prendre des mesures afin d'éviter que l'exécution du présent accord ne mette en péril sa politique ou que les droits à l'intégration des personnes handicapées relevant de sa compétence ne soient préjudiciés.

Art. 8. Les organes compétents des parties se communiquent les données nécessaires à l'application du présent accord et s'informent mutuellement de tout problème s'y rapportant.

Art. 9. Les parties s'engagent à se concerter à intervalles réguliers afin d'assurer le bon fonctionnement du présent accord.

A cet effet, il est créé une commission de coopération composée de 6 membres dont le mandat porte sur une durée de cinq ans :

3 membres sont désignés par la Communauté flamande;

3 membres sont désignés par la Région wallonne.

A défaut de consensus entre les membres présents, elle transmet les données aux Gouvernements des parties en faisant état des divergences éventuelles.

Cette commission se réunit à l'initiative d'une des parties contractantes afin d'examiner l'application que reçoit le présent accord de coopération, en tout cas avant le 31 mars de chaque année pour établir le bilan de l'année antérieure conformément à l'article 5 du présent accord.

Elle adresse un rapport annuel aux parties et assure le suivi des décisions prises.

Art. 10. Les litiges entre les parties signataires portant sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent accord sont réglés par la juridiction visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent accord entre en vigueur le dixième jour qui suit la parution simultanée au Moniteur Belge des décrets d'approbation requis. Les parties s'informent mutuellement de cette approbation par décret.

Art. 12. Il est d'application pendant trois années pleines suivant son entrée en vigueur. Il peut ensuite être prorogé après évaluation pour des périodes équivalentes par décision des Gouvernements.

Fait à Bruxelles, le 20 octobre 1998 en deux exemplaires originaux en néerlandais et en français.

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne,
R. COLLIGNON

Le Ministre wallon de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Pour la Communauté flamande,

Le Ministre-Président de la Communauté flamande,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et du Bien-être,
L. MARTENS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 99 — 1886

[C - 99/35691]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de integratie van personen met een handicap (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de integratie van personen met een handicap, gesloten te Brussel op 20 oktober 1998, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999

De Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel,
Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCION

Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad 489 (1998-1999) Nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 24 maart 1999

Bespreking, Stemming.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest
betreffende de integratie van personen met een handicap**

Gelet op artikelen 128, § 1 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4° en 92 bis, § 1, en gevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat het gehandicaptenbeleid wordt bepaald door de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest die krachtens hun bevoegdheden ook de toekenningsregels van de tegemoetkomingen vastleggen;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest bereid zijn om personen met een handicap die onder de bevoegdheid vallen van de andere Gemeenschap of het andere Gewest individueel en op gemotiveerde gronden toe te laten tot de erkende en gesubsidieerde voorzieningen die onder hun bevoegdheid vallen;

Overwegende dat dient te worden vastgesteld onder welke voorwaarden personen met een handicap kunnen worden toegelaten en welke regeling zal worden toegepast voor de aanrekening en de terugbetaling van de daaraan verbonden kosten;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse regering, in de persoon van haar minister-president en van de minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse regering, in de persoon van haar minister-president en van de minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid;

Kwamen overeen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. In dit akkoord wordt verstaan onder :

1° partijen : de Vlaamse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

2° bevoegde instanties : het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap en l'Agence Wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° regelgeving : a) voor de Vlaamse Gemeenschap : het decreet van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap en de uitvoeringsbesluiten;

b) voor het Waalse Gewest : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen en de uitvoeringsbesluiten;

4° voorziening : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die erkend en gesubsidieerd is om prestaties te verlenen betreffende de integratie van de personen met een handicap;

5° aangepaste voorziening : voorziening met een specifieke erkenning, toegekend overeenkomstig de reglementering van een partij;

6° individuele bijstand : elke materiële of geldelijke steun, bepaald door de reglementering betreffende de individuele, materiële bijstand.

HOOFDSTUK II. — *Toegang tot erkende en gesubsidieerde voorzieningen - Tenlasteneming - Terugbetaling*

Art. 2. Onder de voorwaarden en binnen de perken van dit akkoord, verbindt elke partij zich ertoe toegang te verlenen aan personen met een handicap die onder de bevoegdheid van de andere partij vallen, tot de voorzieningen die ze erkent en subsidieert.

Art. 3. De persoon met een handicap die onder de bevoegdheid van de ene partij valt vraagt de toegang aan de bevoegde instantie van de andere partij. Om ingewilligd te worden moet het verzoek aan volgende voorwaarden voldoen :

1° gegrond zijn krachtens de regelgeving van de andere partij;

2° gerechtvaardigd zijn op grond van één van de volgende motieven :

a) rekening houdend met de woonplaats, de persoonlijkheid of de handicap van de persoon is het noodzakelijk dat de betrokkene toegang krijgt tot een voorziening gevestigd op het grondgebied van de andere partij;

b) op het grondgebied van de partij onder wiens bevoegdheid betrokkene valt is er geen specifieke voorziening die aangepast is aan de handicap van de betrokkene terwijl een dergelijke voorziening wel gevestigd is op het grondgebied van de andere partij tot wie de persoon met een handicap zich richt.

De bevoegde instantie van de andere partij beslist over het verzoek op basis van de voornoemde voorwaarden, genoemd in het eerste lid.

Art. 4. Alvorens over het verzoek te beslissen bezorgt de bevoegde instantie van de andere partij een kopie van de aanvraag aan de bevoegde instantie van de partij onder wiens bevoegdheid de persoon met een handicap valt, die in voorkomend geval mededeling doet van :

1° een kopie van het dossier dat samengesteld werd op naam van de persoon met een handicap;

2° een kopie van de gemotiveerde toekennings- of weigeringsbeslissingen van tegemoetkoming die ten aanzien van de persoon met een handicap genomen werden.

Als de bevoegde instantie van de andere partij zich voorneemt een gunstige beslissing te nemen over een aanvraag, gedaan op grond van de voorwaarden genoemd in artikel 3, eerste lid, 1° en 2° b), moet zij, alvorens te beslissen, de bevoegde instantie van de partij onder wiens bevoegdheid de persoon met een handicap valt, hierover informeren; deze laatste instantie moet binnen de maand laten weten of zij al of niet instemt met het voornemen.

De bevoegde instantie van de andere partij bezorgt aan de instantie onder wiens bevoegdheid de persoon met een handicap valt, de kopie van de beslissing inzake de toegang tot de door haar erkende en gesubsidieerde voorzieningen.

Art. 5. Als de bevoegde instantie van de andere partij de toegang tot één van zijn erkende en gesubsidieerde voorzieningen toestaat, neemt die instantie de tegemoetkomingen die in haar reglementering zijn bepaald voor haar rekening.

Die geldelijke verplichting is van toepassing voor de beslissingen genomen krachtens de voorwaarden genoemd in artikel 3, eerste lid, 1° en 2° a), en kan geen aanleiding geven tot een terugbetaling door de partij onder wiens bevoegdheid de persoon met een handicap valt.

Als de bevoegde instantie van de andere partij toegang heeft verleend en een geldelijke verbintenis heeft aangegaan op grond van de voorwaarden genoemd in artikel 3, eerste lid, 1° en 2° b), worden de tegemoetkomingen terugbetaald door de bevoegde instantie van de partij onder wiens bevoegdheid de persoon met een handicap valt op voorwaarde dat deze laatste haar instemming verleend heeft overeenkomstig artikel 4, tweede lid. In geval deze instemming verleend werd, verbindt ze er zich toe het bedrag van de tegemoetkomingen terug te betalen waarvan ze op grond van die instemming de kosten dient te dragen. De terugbetalingen worden geregeld door jaarlijkse afrekeningen. In geval die instemming niet verleend werd en de andere partij toch toegang verleend heeft, worden de tegemoetkomingen gedragen door de bevoegde instantie van de andere partij.

Art. 6. Elke partij blijft uitsluitend bevoegd voor de toekenning van prestaties inzake individuele bijstand die ze rechtstreeks aan de personen met een handicap verleent.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking*

Art. 7. Elke partij kan maatregelen nemen teneinde te vermijden dat de uitvoering van dit akkoord haar beleid in het gedrang zou brengen of dat de rechten op integratie van de personen met een handicap die tot haar bevoegdheid behoren, geschaad zouden worden.

Art. 8. De bevoegde instanties van de partijen verstrekken elkaar de gegevens die nodig zijn voor de toepassing van dit akkoord en informeren elkaar over elk probleem dat er verband mee houdt.

Art. 9. De partijen verbinden er zich toe op geregelde tijdstippen overleg te plegen om de goede werking van dit akkoord te bewerkstelligen.

Daartoe wordt een samenwerkingscommissie opgericht. Die commissie telt zes leden die worden aangesteld voor een periode van vijf jaar :

1° drie leden worden aangewezen door de Vlaamse Gemeenschap;

2° drie leden worden aangewezen door het Waalse Gewest.

Als de aanwezige leden niet tot een consensus komen, bezorgt de commissie alle gegevens met de eventuele uiteenlopende standpunten aan de regeringen van de partijen.

Op initiatief van één van de contracterende partijen komt die commissie samen om de toepassing van dit akkoord te onderzoeken. Ze moet in elk geval vóór 31 maart van elk jaar samenkomen om de balans van het voorgaande jaar op te maken overeenkomstig artikel 5 van dit akkoord. Ze legt een jaarlijks verslag aan de partijen voor en is verantwoordelijk voor de voortgangscntrole van de genomen beslissingen.

Art. 10. De geschillen tussen de ondertekenende partijen over de uitlegging of over de uitvoering van dit akkoord worden beslecht door een rechtscollège zoals bedoeld in artikel 92 bis, § 5 en § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit akkoord treedt in werking op de tiende dag na de gelijktijdige bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de vereiste goedkeuringsdecreten. De partijen brengen elkaar op de hoogte van die goedkeuring bij decreet.

Art. 12. Dit akkoord geldt gedurende drie volledige jaren vanaf de datum van inwerkingtreding. Het kan nadien, na een evaluatie, door de regeringen worden verlengd voor periodes van dezelfde duur.

Gedaan in Brussel, op 20 oktober 1998, in twee originele exemplaren in de Nederlandse en in de Franse taal.

Voor de Vlaamse Gemeenschap,

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

L. MARTENS

Voor het Waalse Gewest,

De minister-president van de Waalse regering,

R. COLLIGNON

De minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1887

[C - 99/27474]

**27 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence
alloués au président et aux membres du Conseil wallon du troisième âge**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu la décision du Gouvernement wallon nommant les membres du Conseil wallon du troisième âge;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'entrée en vigueur au 6 février 1999 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge et l'entrée en fonction des membres du Conseil consultatif du troisième âge depuis cette date;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.